Les subsides

initiative n'était pas politique, à proprement parler, mais une démarche quasi judiciaire qu'il préparait au nom du Canada. C'était à se demander ce que nous faisons là.

Notre ordre du jour se composait simplement d'un exposé avant la séance de 20 minutes entre l'ambassadeur et le secrétaire Baldrige et d'une séance d'information de 10 minutes après. Nous n'avons rencontré aucun Américain et ne nous sommes adressés à aucun organe d'information américain. Aucune réunion n'était prévue avec les dirigeants du Congrès américain. Nous nous sommes simplement rendus dans une salle de réunion avec l'ambassadeur et, comme par enchantement, des représentants de la presse canadienne sont arrivés à l'ambassade pour prendre notre photo avec l'ambassadeur qui avait l'air très sérieux. En outre, lorsque nous avons téléphoné au Canada nous avons découvert que, comme par magie, les journaux annonçaient en gros titres qu'une dernière démarche désespérée était tentée pour éviter la pétition. Nous avons posé du mieux possible pour ces photos puisque nous faisons partie intégrante de cette dernière démarche désespérée. Cependant, si cet exercice futile mérite d'être qualifié de dernière démarche désespérée par le gouvernement pour éviter la pétition qui menace maintenant nos ouvriers de l'industrie du bois d'oeuvre, alors nous sommes dans de beaux draps! Ce que je soupçonnais au début est donc confirmé. Le gouvernement se préoccupe davantage de ménager l'opinion publique canadienne que de mener à bien nos affaires avec les Américains.

Quelques heures plus tard, nous étions dans l'avion qui nous ramenait à Ottawa. Nous avons cependant tiré une leçon de cette affaire. Le gouvernement, comme le jeune garçon dans la cour de l'école qui a le fond du pantalon arraché et l'oeil poché, se préoccupe davantage de sauver la face devant les Canadiens que d'essayer de régler nos problèmes au sud de la frontière.

● (1240)

Les initiatives que prend le premier ministre depuis quelques jours reflètent l'attitude même de son gouvernement. En effet, depuis quelques jours, le premier ministre se comporte comme un adolescent traversant la période difficile qu'est la puberté. Un jour, il parcourt le pays en se plaignant du manque de perspicacité de l'Opposition lui reprochant sa politique tantôt d'autruche tantôt d'ours polaire. Il a des accès de fièvre suivis de sueurs froides. Il a déjà annoncé le thème de sa prochaine campagne électorale. En effet, il luttera de front contre les libéraux et les néo-démocrates, mais, pendant ce temps-là, Ronald Reagan lui décochera des flèches.

Comment réagit notre premier ministre? Il annonce qu'il luttera contre les libéraux et les néo-démocrates, que ce sera là le thème de sa prochaine campagne électorale. Et quand Reagan lui assène un autre coup, il rétorque que les libéraux jouent à l'autruche; puis le Président lui envoie un autre coup, et le premier ministre tout étourdi à présent répond que nous avons plutôt la tête dans une congère.

Que les Canadiens comprennent bien que le tarif de 35 p. 100 imposé sur les bardeaux de cèdre du Canada pénalise en réalité des êtres humains. Il s'agit de Canadiens et de Canadiennes et de leurs familles, et ces gens, pour des raisons qui

leur échappent, ont découvert qu'à la suite d'un coup de foudre, leur vie est bouleversée et ils se retrouvent dans les rangs des chômeurs.

Pourquoi est-ce arrivé? Parce que le président des États-Unis doit faire face à un projet de loi polyvalent sur le commerce au Congrès. C'est un fourre-tout de mesures protectionnistes incohérentes et très dangereuses. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Le président veut bloquer le projet de loi. A cette fin, il doit prouver qu'il possède déjà les moyens d'imposer des sanctions commerciales. Alors il saisit son marteau commercial et cherche en quel point du monde il pourrait frapper. Les États-Unis ont l'habitude de se tourner vers le Japon en cas de problèmes commerciaux, mais le président ne peut pas frapper de ce côté parce que le président Nakasone mène campagne sur les questions commerciales et il ne veut pas influencer sur les élections. Il pense à la Grande-Bretagne mais il se dit: «Non, mon amie Margaret est en troisième position dans les sondages; elle a déjà suffisamment d'ennuis». Alors, il ne peut pas s'attaquer à ce pays. Il se tourne du côté de l'Europe et dit: «Non, je ne peux pas prendre d'initiative commerciale importante auprès de ces pays parce que notre politique étrangère et notre politique de défense en souffriront et nos missiles nucléaires ne sont pas encore installés au Danemark». Il pense ensuite au Canada, où il voit un gouvernement regroupant 211 députés sur 282. Il se dit: «Voilà un gouvernement stable qui ne sera pas renversé avant quelques années». Il se renseigne sur le premier ministre et qu'apprend-t-il? Il apprend que ce dernier a dit: «Quoi qu'il arrive, nous devons donner à notre grand allié, à notre meilleur ami, les États-Unis, le bénéfice du doute». Il sait que le premier ministre meurt d'envie d'entamer des négociations sur le libre-échange. Alors, il obtient pour lui l'autorisation du Sénat américain d'entreprendre les négociations en échange d'un droit sur les bardeaux et d'une autre mesure semblable devant toucher l'industrie des résineux.

Que s'est-il passé, monsieur le Président? Vous vous rappelez sans doute de la réunion entre le président américain et le premier ministre, à Québec, le jour de la Saint-Patrice, l'année dernière. A la sortie de la réunion, le premier ministre a dit aux journalistes présents: «Soyez certains que lorsque les vents du protectionnisme souffleront, ce ne sera pas en direction du Canada. Si je me trompe, je veux bien me faire couper en morceaux». Voilà une prédiction qui mérite d'être répété. Alors que les Américains imposent maintenant un tarif sur les bardeaux de cèdre et menacent d'en imposer un sur le bois d'oeuvre canadien, le premier ministre a déclaré: «Soyez certains que lorsque les vents du protectionnisme souffleront, ce ne sera pas en direction du Canada. Si je me trompe, je veux bien être coupé en morceaux». Je n'ai pas l'intention de le couper en morceaux, mais si je le prenais au mot, il ressemblerait à du fromage râpé avant la fin de la journée.

Au cours des 18 derniers mois, alors que le sentiment protectionniste se faisait de plus en plus fort aux États-Unis, alors qu'il couvait avant de finalement éclater au grand jour et de frapper certains de leurs partenaires commerciaux, notamment le Canada, notre premier ministre n'a cessé de dire à qui voulait l'entendre: «Si je me trompe, je veux bien être coupé en morceaux. J'ai des liens spéciaux avec mon ami, Ron».